

# Politique énergétique

## Quelles seront les énergies de demain ?

Page 4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 911

7 avril 2011

prix : 0,70 €

## SANTE



### la casse d'un système indispensable

### ■ Lybie

Non à la logique de guerre

P 2

### ■ Réforme territoriale

A saint Joachim, Gilles Bontemps (PCF) et André Trillard (UMP) débattent

P 3

### ■ Printemps arabe

Petit tour des révolutions : la lutte continue

P 3

### ■ Social

Grève aux urgences de St-Nazaire

P 5

### ■ Intercommunalités

Des institutions souvent méconnues et que les citoyens ne s'approprient pas

P 6

### ■ Dépendance

Michel LUCAS, conseiller municipal de Couëron revient sur cet enjeu de société

P 7



## Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

**Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!**

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou [nlapublicite@orange.fr](mailto:nlapublicite@orange.fr)



# L'actualité politique...

## EN BREF

### A droite, toujours à droite et encore plus à droite

L'UMP est régulièrement à la recherche d'idées et espérons que la prochaine qu'elle mettra en œuvre ne sera pas celle de Patrick Buisson un des conseillers du président (Ancien journaliste de Minute). En effet, celui-ci propose de ne réserver le RSA qu'à ceux disposant déjà d'un travail **ce qui priverait 1,3 millions de foyers de cette ressource**. La chose est entendue, les chômeurs sont des glandeurs !

### Croisé

Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa tel un courageux chevalier « a pris la tête de la croisade » pour mobiliser en Lybie, nous apprend le très limite Claude Guéant. **La rhétorique de l'UMP est décidément de plus en plus nauséabonde et les dérapages bien trop fréquents pour n'être que de simple dérapages incontrôlés**. A l'UMP les langues ne fourchent pas elles se délient.

### A qui le tour ???



Après Manuel Valls, Ségolène Royal, et Arnaud Montebourg, François Hollande vient de se déclarer candidat à la candidature pour 2012. « J'estime qu'il n'y a plus de temps à perdre. Il y a même urgence. Il faut qu'il y ait des idées et une incarnation du changement. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de présenter ma candidature à l'élection présidentielle » a déclaré le président du conseil général de Corrèze se rêvant le destin d'un autre corrézien.

Il faut qu'il y ait des idées a-t-il dit, là où pour le moment, nous ne voyons que des prétendants ! A qui le tour ???

### Boursicoteurs affamés

A peine le gouvernement avait-il annoncé son intention de geler le tarif du Gaz que dans la foulée, GDF enregistrerait une très forte baisse de sa cotation en bourse. Cette attitude des capitalistes et des boursicoteurs en dit long sur leurs intentions qui sont loin d'être la prospérité de tous, bien trop heureux de s'engraisser sur notre dos.

### Anticommunisme primaire

Le 8 mars sur Canal +, Mme le maire de Batz-sur-Mer s'est adonnée à une somptueuse caricature de Pierre Le Berche maire communiste de 1977 à 2001 faisant de lui un machiste vulgaire. **Une caricature ridicule** empreinte d'un certain anticommunisme !

## Point de vue

par Pedro MAIA

Dimanche 27 mars, les urnes ont rendu leur verdict : **la droite est battue mais n'a pas déposé les armes**. Celles là, elle les garde pour partir à la conquête de victoires politiques. Victoires politiques nationales et internationales. Le temps des tentes bédouines plantées à Paris est révolu, comme à l'UMP, les amis d'hier sont les ennemis d'aujourd'hui. Fini les embrassades sur le perron de l'Elysée, place aux bombes sur la Lybie et Matignon. Comme disait Jaurès : « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », la guerre après le commerce des armes et du pétrole, l'orage après la défaite électorale et les divergences sur les questions de la laïcité et de l'immigration. Une aubaine pour le F-Haine et Marine Le Pen déjà en route pour 2012, son thème de campagne préféré servi sur un plateau par Claude Guéant et autres ministres de la République qu'il salissent. **Le Parti communiste français, la gauche et tous les progressistes ont le devoir de défendre ces valeurs républicaines.**

Le niveau d'abstention aux 2 tours des élections cantonales fragilise la démocratie et témoigne d'un désaveu citoyen vis-à-vis des politiques menées

**« Construire des lendemains meilleurs c'est rassembler et redonner l'espoir, deux chantiers pour lesquels le Parti communiste français est engagé ».**

par la droite mais aussi de la **nécessité pour la gauche de répondre aux attentes populaires** sur les questions d'emploi, de salaires, de protection sociale, d'éducation...

La gauche peut se féliciter d'avoir conquis de nouveaux départements et d'avoir gagné de nouveaux conseillers généraux

en mesurant tout le chemin qu'il lui reste à parcourir pour parvenir à élaborer une perspective progressiste, un projet capable de mobiliser au quotidien et dans les bureaux de vote, le monde du travail, les jeunes et les retraités. La gauche peut se rassembler, sortir du carcan de calculs politiques responsables de divisions jusque dans les 2èmes tour de scrutins.

En Loire-Atlantique, la majorité départementale en a fait l'amère expérience et a perdu 4 cantons. **Construire des lendemains meilleurs c'est rassembler et redonner l'espoir, deux chantiers pour lesquels le Parti communiste français est engagé.**



### Non à la logique de guerre en Libye !

De jour en jour, l'intervention de la France et des occidentaux en Libye révèle un engrenage dans une logique de guerre que le PCF avait souligné dès le début des « frappes aériennes ». Le peuple libyen est fondé à se battre pour se débarrasser du régime intolérable de Kadhafi. L'attitude de celui-ci utilisant la force armée contre la population est plus que condamnable et nécessite le soutien des forces qui agissent pour la démocratie dans ce pays. **Les communistes pour leur part ont toujours exigé l'arrêt immédiat des opérations militaires** qui ont déjà fait de nombreuses victimes civiles. Mais la France et la Grande-Bretagne qui s'érigent

aujourd'hui en justicier – et derrière, l'OTAN – sont-elles bien qualifiées pour se poser en justicier alors même que les gouvernements de ces pays ont entretenu jusqu'à très récemment des liens plus qu'étroits avec le régime du colonel libyen !

**L'engrenage guerrier dans lequel nous sommes entrés est dangereux** parce que sans limites : les occidentaux sont aujourd'hui prêts à aller « jusqu'au bout » pour faire tomber le régime de Kadhafi, en utilisant la force armée quitte à faire de nombreuses victimes civiles. Cette situation n'est pas sans évoquer le désastre des guerres en Irak et en Afghanistan qui furent à chaque fois déclenchées au nom de la protection des populations et de la démocratie. La réalité est sans doute beaucoup plus sordide : de sombres

intérêts économiques sont en jeu avec en toile de fond les ressources pétrolières. Cette réalité n'est sans doute pas étrangère à l'engouement soudain des occidentaux pour les révolutions dans les pays arabes. Près de la moitié des réserves mondiales de pétrole se trouvent dans les pays du Golfe et ces monarchies sont liées depuis 1984 par un pacte de défense. On comprend mieux également pourquoi l'Arabie Saoudite a lâché du lest sur la Libye pour mieux réprimer Bahreïn ! La situation appelle donc la plus grande vigi-



lance des démocrates et des pacifistes. **Les déclarations tonitruantes et va-t-en-guerre de certains ne sont certainement pas de nature à aider le peuple libyen à se débarrasser du régime qui l'opprime et des puissances occidentales qui l'exploitent.**

### De vous à moi...

Souvenez-vous de 2007, Ce fut une année merveilleuse où les français venaient d'élire **LE super président DU pouvoir d'achat et DU « gagner plus »** ! Tout un programme ! Un programme seulement !

Aujourd'hui, chacun peut se demander où est passé ce super-président !!! Il s'est, sans doute, ces dernières semaines, transmuté en président va-t-en-guerre ou en président « tien qu'j'donne un p'tit coup de pouce à Marine » après s'être transmuté au soir de son couronnement en président pour milliardaire et en président

Parisot ! Là aussi, tout un programme qui lui, n'est pas resté lettre morte !

Mais, revenons-en à notre sujet. Où est passé le super-président du super pouvoir d'achat ? Disparu !!!

Non seulement les français ne gagnent pas plus, leur salaire stagne, mais, qui plus est, les prix des produits de consommation courante ne cessent d'augmenter. Les grands distributeurs qui ne lésinent ni sur leurs profits ni sur l'étranglement de leurs fournisseurs (et au contraire sur le droit du travail) annoncent une **hausse**

**des prix alimentaires de 2%** cette année. Ainsi la grande distribution emboîte le pas au secteur énergétique. Après les récentes augmentations du pétrole et du gaz, selon les Echos, EDF devrait augmenter ses tarifs de 30% en cinq ans

Ainsi **le citoyen, aussi consommateur et travailleur, se transmute-t-il en vache à lait** qui à mesure n'aura plus que la peau sur les os et bien peu d'herbe à brouter !!!

Si le président du pouvoir d'achat a disparu son alter égo le Mister Hide de la pression et du mépris social est bien vivant.



# ...en Loire Atlantique.

VITE LU  
VITE DIT

## Pluralisme politique

intitulé « les jeunes débattent avec Presse Océan », quatre jeunes militants issus de partis ayant présentés des candidats aux cantonales donnent leur point de vue sur ces élections. Il manque seulement, dans cette table ronde organisée par le quotidien un membre de la J.C. **La jeunesse communiste a pourtant été particulièrement mobilisée sur ces élections, six d'entre eux étaient candidats** et tous ont mis les bouchés doubles pour mener campagne... Un simple oubli sur-ement, à moins que...

## Pluralisme culturel

Attention danger, Sandra Bureau élue régionale MPF, crie au satanisme et à la christianophobie à l'encontre du festival Metal, Hellfest. L'on entend, par contre beaucoup moins les élus MPF et le vicomte de Villiers dénoncer l'islamo-phobie !!!

## Toujours plus Vert-ueux

Dans un article paru dans le quotidien Le Monde, un vice-président vert à la région donne quelques explications sur une tarification écologique et solidaire de l'énergie. Pour lui, les choses sont simples, plus vous consommez d'énergie, plus vous en avez les moyens et donc, plus vous devez la payer cher ! Un raisonnement des plus simpliste qui doit également servir aux vert-EE pour élaborer leur stratégie de maintien au second tour aux cantonales : Plus vous maintenez (contre un candidat de gauche), plus vous recueillez les suffrages de la droite, plus vous semez le trouble chez les citoyens et, plus vous perdez !!!

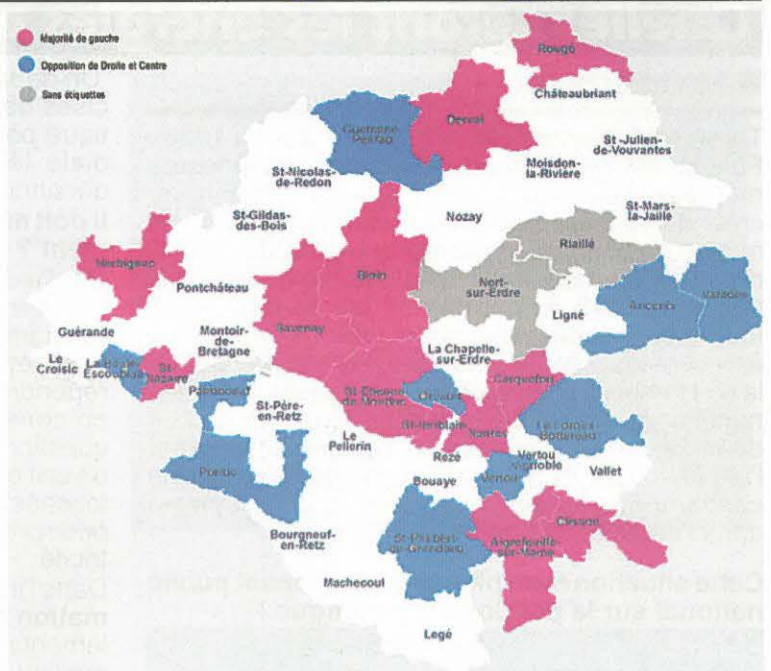
## Cantonales 2011 : le département toujours à gauche

Nationalement, les élections cantonales se sont soldées par une victoire des forces de gauche et par une défaite de la droite gouvernementale. Une victoire sans triomphalisme pour la gauche au vu d'un taux d'abstention record. Le PS perd un peu moins d'un million de voix au premier tour par rapport à 2004, presque autant que l'UMP. Ce scrutin marque avant tout la défiance des citoyens envers la politique mais, pas seulement, il illustre aussi le rejet massif des politiques antisociales de Nicolas Sarkozy ! Un président qui après avoir connu une véritable déroute électorale doit désormais faire face au trouble dans son parti. Autre point préoccupant de ce scrutin, la place prise par le FN dans le paysage politique français, place qui lui a été aménagée par la majorité présidentielle. A l'issue du scrutin, le parti d'extrême droite gagne deux élus et même s'il perd 100 000 voix par rapport au premier tour de 2004 ses scores sont inquiétants. Pour ce qui est du PCF il possède désormais 113 élus

contre 104 en 2004, le Front de Gauche totalise 118 élus dont 5 du Parti de Gauche. Ainsi, le PCF conserve la présidence de l'Allier et du Val-de-Marne et réalise un score national de 7,91% (Contre 7,79% en 2004) et 8,9% pour le Front de Gauche.

En Loire atlantique, la majorité de gauche conservera la tête du département, cependant, c'est une victoire en demi-teinte pour le parti socialiste qui laisse quatre cantons à l'opposition.

Ce deuxième tour a également été marqué par l'opposition de deux candidats de gauche, c'était le cas dans 7 cantons du département. Une situation invraisemblable alors qu'au second tour la gauche devrait se montrer rassemblée, et c'est une incompréhension pour les citoyens. Les vert-EE qui se retrouvaient face à des candidats du PS ont bénéficiés au second tour du report des voix de la droite. Le PCF, quant à lui, a été clair, à l'issue du premier tour il a appelé à voter



pour le candidat de gauche le mieux placé.

Notre département reste dirigé par une majorité qui compte en son sein un élu communiste. Le département devra durant ces trois prochaines années, avant la création des conseillers territoriaux et sous la nouvelle présidence du socialiste

Philippe Grosvalet, amplifier les politiques qu'il a menées afin de protéger les populations contre les conséquences des politiques nationales de la droite. Les populations ont besoins plus que jamais de solidarité. La tâche sera difficile quand on connaît les contraintes budgétaires dont souffrent les collectivités.

## ■ Débat : Réforme territoriale



Le 23 mars dernier à St-Joachim, la section de Brière et les élus communistes de la CARENE organisaient une soirée de débat sur la réforme territoriale autour du thème : *Communes, départements, régions : quel avenir pour la démocratie de proximité ?* Animé par Max Staat, Journaliste à l'Humanité, ce débat a vu s'opposer Gilles Bontemps Vice-président communiste de la région PDL et André Trillard Sénateur-Maire UMP de St-Gildas-des-Bois.

André Trillard, en fervent partisan de la réforme territoriale, voit celle-ci comme incontournable. En effet, pour lui, la coexistence des départements et des régions semble dépassée, il dénonce le problème de l'enchevêtrement des collectivités et du manque d'ancrage territorial des élus régionaux. Pour Gilles Bontemps, ces premiers arguments du sénateur UMP ne sont pas recevables, la droite sur le thème des dépenses supposées somptuaires des collectivités, d'un nombre pléthorique d'élus, ou encore de financements croisés inefficaces et coûteux veut mettre

en cause l'indépendance d'échelons de proximité. A cela, il ajoute le problème de représentativité politique et de la participation des femmes gravement mis en cause avec le nouveau mode de scrutin du conseiller territorial.

**Quand Gilles Bontemps dénonce l'étranglement financier des collectivités, au contraire, André Trillard se félicite quant à lui de la suppression de la TP et dément la stagnation des dotations de l'Etat.**

Une des seules critiques de la réforme portée par le sénateur de droite porte sur le regroupement des communes en EPCI qui dans certaines situations pourrait être décidé par les préfets. Une critique relativement légère au vu du bouleversement démocratique d'une réforme dont les communistes souhaitent que la population s'empare jusqu'au final, c'est elle qui en termes de représentativité et de services rendus paiera les pots cassés d'une réforme libérale.

## ■ Solidarité avec les peuples en lutte

NLA a rencontré Nourredine Hartane militant du PCF et membre du comité marocain de suivi et de soutien du Mouvement du 20 février pour faire avec lui le point sur le printemps des peuples du Maghreb et du Moyen-Orient et force est de constater que le vent de contestation qui a commencé sa route en Tunisie continue de souffler sur nombre de Pays.

Cher à son cœur, le militant commence par évoquer la situation au Maroc. Là, les mobilisations qui ont commencé le 20 février dernier se sont poursuivies malgré la répression. Le mouvement continue avec les ouvriers des chemins de fer, les professeurs, les professionnels de la santé, les étudiants. A la suite de son discours du 9 mars, le roi a décidé de réformer la constitution et pour ce faire, un comité de révision a été mis en place dont les manifestants veillent à l'ouverture et qui devrait transformer le Maroc en Monarchie parlementaire. En Algérie, il y a un peu près une mobilisation par semaine auxquelles le pouvoir répond par la répression. Comme par habitude, l'armée dénonce la manipulation des islamistes et il y a beaucoup d'arrestations et de menaces en direction des opposants. En Tunisie, là où tout a commencé, le peuple veille sur sa révolution. Il entre dans un processus électoral pour élire une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle constitution. Des mobi-

lisations sont encore prévues pour que le peuple ne se fasse voler sa révolution. En Libye, l'intervention occidentale ne semble pas efficace et beaucoup demandent son arrêt (voir P.2). Pour ce qui est de l'Egypte, elle vient d'adopter une nouvelle constitution. Les syndicats y maintiennent une certaine pression et le mouvement ayant participé au soulèvement appelle à de nouvelles mobilisations. Le Yémen est lui aussi en ébullition depuis mi-février. La répression du pouvoir y est forte (plus de 80 morts) mais le président est lâché



par une partie des militaires et des chefs de tribu. Il organise cependant des mobilisations de contre-révolutionnaires. Le royaume de Bahreïn a lui aussi connu des manifestations très fortement réprimées à l'aide des saoudiens et connaît pour le moment une période de statu quo.

Un climat d'aspiration à la liberté qui touche aussi l'Irak, la Syrie, la Jordanie...

**Rien n'est encore gagné pour les peuples et la mobilisation continue, en France, à Nantes, la solidarité s'organise.**



# Le dossier.

## Politique énergétique

### Quelles seront les énergies de demain ?

#### ■ Maîtrise publique !

Three Mile Island en 1979 ; Tchernobyl en 1986 ; Fukushima en 2011 : ces trois stations funestes marquent désormais au fer rouge le chemin de croix de la filière nucléaire et son avenir dans le monde. Et pourtant, on admet que d'ici 2050, il faudra produire deux fois plus d'énergie et deux fois moins de CO2. Et pourtant, il faudra bien aussi fournir en électricité plusieurs millions de villages à travers les 5 continents, où la vie s'arrête quand la nuit tombe. Et pourtant de nombreuses centrales nucléaires ont rempli leur rôle depuis plus d'un demi-siècle sans le moindre incident. Et pourtant l'explosion de la navette Challenger n'avait pas condamné à jamais la perspective des voyages dans l'espace... Et pourtant...

**Cette situation rend plus urgent un débat public national sur la politique énergétique !**



Un débat qui contribue à fixer les conditions précises de la nécessaire évolution du mix énergétique pour garantir en France et à l'échelle mondiale le droit à l'énergie pour tous dans les décennies à venir.

**Il doit aussi poser la question du qui et du comment ?**

Car l'exigence n'est pas tant d'avoir un débat sur la sortie du nucléaire que sur le type de société que nous imaginons pour demain et des ressources énergétiques dont nous aurons besoin pour répondre aux attentes d'une population mondiale en constante augmentation. Cela pose enfin la question de la maîtrise publique de l'énergie quand on sait qu'au Japon les quatre centrales nucléaires touchées dans l'Archipel sont gérées par une entreprise privée, Tepco, 4<sup>ème</sup> producteur mondial d'électricité.

Dans l'immédiat, un important dispositif d'information au public doit être mis en place. Les parlementaires communistes ont demandé l'audition publique et immédiate par les commissions ad hoc du Parlement de l'Autorité de Sécurité Nucléaire (ASN) et de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN) sur la situation.

Enfin, l'acceptabilité sociale de la filière nucléaire nécessite que celle-ci reste plus que jamais dans le domaine public qui doit garantir la transparence, l'indépendance de l'expertise, la qualité de réalisation des installations et de leur exploitation. Les salariés qui y travaillent, y compris les sous-traitants doivent avoir des garanties sociales de haut niveau.

#### ■ Pour un droit à l'énergie

Une tarification sociale de l'électricité a été mise en place pour éviter les impayés et les coupures d'électricité sont théoriquement interdites pour les personnes connaissant des difficultés financières entre le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante. Toutefois, les critères permettant de bénéficier de la tarification sociale de l'électricité et d'être prémunis contre une coupure d'électricité sont trop restrictifs. **De la sorte, 65 % des bénéficiaires potentiels de cette aide n'y ont pas droit.** Les syndicats et les associations alertent sur la réalité et les conséquences de ces coupures. Toutes et tous appellent à une mise en œuvre effective du droit à l'énergie.

La politique de bas salaires du gouvernement, la hausse continue des loyers et des prix à la consommation contraignent de nombreuses familles à choisir entre le paiement des courses, du loyer, ou des factures d'eau et l'électricité. Aussi, il est injuste de les faire passer pour fraudeurs malintentionnés et de leur rendre la vie impossible en leur coupant l'électricité. **Les députés communistes ont déposé un projet de loi. L'article unique de cette proposition envisage donc d'interdire toute coupure d'électricité, de chaleur ou de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 novembre de l'année suivante.** Il n'est pas plus justifié de couper l'électricité ou le gaz à des familles que de les mettre à la porte de leur logement.

## Ils ont dit !

#### ■ Après Fukushima !!!! ... Quelle politique énergétique crédible ?

Après ce tsunami gigantesque et l'accident nucléaire très grave qu'il a provoqué au Japon, il est compréhensible que chacun s'interroge sur la pertinence de cette énergie pour la France et le monde. Les enjeux sont considérables et méritent une analyse sérieuse que la gauche doit mener, notamment au sein du Front de gauche.

La population va croître de 3 milliards d'individus qui auront besoin d'énergie tout comme les peuples en voie de développement qui veulent réduire les inégalités énergétiques qu'ils subissent. De ce fait, la consommation mondiale d'énergie primaire dans quelques décennies dépassera sûrement le double de celle de l'année 2000. Devant cette soif d'énergie, **le risque de pénurie mondiale est important.** Il peut conduire à la guerre. Nos débats ne doivent pas s'enfermer dans un égocentrisme national

inadapté.

Par ailleurs, le réchauffement climatique est une autre catastrophe mondiale majeure à terme qui exige que nous divisions par 4 nos émissions de gaz à effet de serre produits par l'utilisation des combustibles fossiles. Cette contrainte, face à des besoins inédits, nous obligent à **une transition énergétique sans précédent.**

Nous sommes tous d'accord pour agir le plus rapidement possible dans trois directions : réaliser de substantielles économies d'énergies, augmenter notre efficacité énergétique et accroître la part des énergies renouvelables. Deux secteurs entre autres sont directement concernés : les transports et l'habitat.

Plusieurs questions viennent alors à l'esprit : Comment réaliser ces objectifs ?

- Quelle part l'électricité doit-elle prendre ?
- Comment produire l'électricité ?
- Comment réduire notre utilisation des énergies fossiles ?
- Quelle politique du logement et des transports ?

Une réponse conditionne toutes les autres : **quelle place doit avoir le nucléaire dans cette transition énergétique qui va demander beaucoup d'efforts et du temps ?**

Parce que la **crédibilité de la gauche** se joue aussi sur la réponse qui sera faite. Nous devons tous en débattre sans faux-fuyant.

Claude AUFORT



#### ■ Une autre logique !



La catastrophe nucléaire japonaise entrainera un retour d'expérience pour améliorer le niveau de sûreté des centrales en France. En France, c'est l'Autorité de sûreté nucléaire (l'ASN) qui inspecte les centrales. L'acceptabilité du nucléaire en France est due à sa maîtrise publique. L'ASN est une autorité

complètement indépendante. Pour s'en convaincre, il suffit de lire le rapport M Roussely, précédent directeur d'EDF, qui estime que ses exigences sont trop grandes par rapport à celles du marché.

La loi NOME oblige EDF à céder 25 % de sa production à ses concurrents. C'est autant d'imputation de ses moyens financiers pour entretenir et renouveler son parc. Il faut développer la diversité des moyens de production en intégrant le renouvelable et développant la recherche.

Alors qu'en France 8 millions de personnes, sont en précarité énergétique, tous les ans, EDF-RTE valide le manque d'électricité en Bretagne en portant ECO Watt. **La question du tarif et du droit à l'énergie n'est pas résolue en France.**

Jacques DAVY  
Secrétaire général EDF-GDF 44

#### ■ Pour une filière industrielle à part entière !

Le grenelle de l'environnement prévoit d'augmenter la part d'énergies renouvelables dans la production énergétique. C'est une bonne chose. D'autant que cela peut permettre à notre région de structurer une filière industrielle importante permettant 2 Milliards d'euros d'investissement et près de 1500 emplois directs et indirects pour la plupart



sur le bassin nazairien. Autrement dit la diversification de la production énergétique peut être une chance pour nos industries et la diversification de la production industrielle peut être une chance pour la production énergétique. Mais attention à ne pas céder aux velléités démagogiques qui sont dans l'air du temps : Diversification n'est pas reconversion ! La chose est claire pour les communistes. **L'invention et la production de bateaux poseurs d'éoliennes ne remplira pas le cahier des charges des chantiers navals par exemple et il est inconcevable de laisser penser que les énergies renouvelables pourraient à elles seules répondre aux besoins énergétiques de la France.**

Aymeric SEASSAU  
Conseiller régional



# Le social au cœur.

## PRENONS NOTE...

### Le Port tue

Le 24 mars dernier, l'association pour la protection de la santé des métiers portuaires organisait une première journée d'étude pour faire face aux maladies professionnelles dans ces métiers. 200 personnes venues de tous les ports de France sont venues écouter médecins, juristes, sociologues afin de tirer la sonnette d'alarme. Rien que pour Nantes St-Nazaire, sur 143 dockers, 61 cancers ont été dépistés, 15 maladies cardio-vasculaires et 12 affections pleurales. Parmi les enjeux de cette journée, la reconnaissance de la maladie, son suivi, la prévention des risques... mais aussi la solidarité entre portuaires... Une journée riche d'enseignement sur laquelle NLA reviendra avec des responsables de l'association.

### Licenciés pour syndicalisation

MEDIACO Atlantique, installée à St Herblain, est l'agence locale du numéro 1 français des outils de levage. Pour s'être syndiqués à la CFDT et avoir demandé l'élection de délégués du personnel, deux salariés ayant 25 ans et 11 ans d'ancienneté dans l'entreprise, viennent d'être licenciés pour "faute grave". Le 28 mars, la vingtaine de salariés de l'agence était en grève pour exiger l'annulation de ces licenciements et la réintégration des deux syndicalistes. Chaque citoyen-ne peut protester directement contre de telles pratiques et apporter son soutien aux deux salariés en appelant directement le siège de MEDIACO Saint Herblain au 02 40 95 06 27 Fax : 02 40 95 06 45.

### La Justice ne lâche pas

A Nantes comme à Paris, magistrats et professionnels de justice étaient dans l'action mardi 29 mars, à l'appel de 27 organisations. Ils ont fait le tour des salles d'audience du Palais de Justice pour demander les moyens nécessaires, car la Justice est « indigente ». Ils ont également organisé un débat ouvert au public le 31 mars à la Maison de l'Avocat, pour une Justice indépendante et de qualité.

### Traité de Lisbonne modifié pour plus d'austérité

Le Parlement européen, a accepté que le Traité de Lisbonne soit modifié par une procédure dite "simplifiée" pour pouvoir instaurer un mécanisme de stabilité permanent pour les Etats de la zone euro. Ce nouveau mécanisme de contrôle des budgets nationaux grignote encore la compétence exclusive des Etats pour imposer de nouveaux plans. Seulement une centaine de députés européens ont approuvé l'amendement de la GUE-NGL pour qu'il y ait référendum sur une question aussi grave. D'où l'utilité de journées européennes d'action, telles que celle du 24 mars, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats.

### Permis unique : une occasion manquée

Le vote au PE sur le rapport Mathieu aurait pu être utilisé pour établir les règles européennes sur l'immigration de travailleurs de pays tiers qui auraient pu être fondées sur l'égalité des droits et de traitement. A l'inverse, la directive permet un traitement différencié des travailleurs européens et non européens, selon qu'ils soient transférés, saisonniers, étudiants, résidents, les mettant en concurrence directe et aggravant l'insécurité de l'emploi. "Nous ne sommes pas satisfaits de ce mauvais compromis, et nous continuerons à demander une égalité totale des droits de tous les travailleurs, indépendamment de leur origine", a déclaré Patrick Le Hyaric.

## Objectif 28 000

Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a fixé vendredi 25/03 aux policiers un objectif minimal de "28.000 éloignements" d'immigrés clandestins en 2011, soit un chiffre identique à celui de l'année précédente. L'"objectif" est de "28.000 éloignements pour 2011, il est impérieux de l'atteindre", "il doit même être dépassé dès lors que nous disposerons, avec la loi sur l'immigration et l'intégration, d'outils juridiques nouveaux", a souligné le ministre devant les directeurs départementaux de la sécurité publique (DDSP) et les commandants de groupements de gendarmerie. "Mobilisez vous, cela passe par des interpellations et chacun de vous sait où et comment procéder !", a exhorté Claude Guéant. Le chiffre des expulsions en 2010 n'a pas été communiqué. Sur les onze premiers mois de l'année, il s'élevait à 25.511. Le ministre a regretté que "les résultats du mois de janvier 2011 soient en retrait par rapport au mois de janvier 2010: 1.822 éloignements ont été réalisés, soit une baisse de 8,5% par rapport à l'année dernière". La loi Besson actuellement examinée au Parlement devrait rentrer en vigueur d'ici quelques mois. Elle devrait inclure la traduction dans le droit français d'une directive européenne sur les expulsions de clandestins. Dans l'attente de cette transposition, la France est confrontée à un vide juridique et le Conseil d'Etat a donné raison aux juges qui ont remis en liberté des étrangers sans papiers placés en rétention. Dès son arrivée à l'Intérieur en février, l'ancien secrétaire général de l'Elysée a fixé la lutte contre l'immigration irrégulière comme priorité. Récemment, il s'est attiré de vives critiques en jugeant que "les Français, à force d'immigration incontrôlée ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux". Il a insisté sur l'usage de "la biométrie afin de mieux lutter contre l'immigration irrégulière". Un "important travail d'équipement des postes consulaires" a été engagé à cet effet, "doublé d'un équipement prioritaire de la police aux frontières et des douanes aux points de passages et des brigades mobiles de recherche". Enfin, la France va "renforcer" sa "pression sur les Etats pour faire aboutir les procédures d'éloignements trop souvent contrariées", en particulier par la non-délivrance des laissez-passer consulaires par les pays d'origine, préalable à toute expulsion. Ainsi, des "mesures de pression" sont-elles prévues à l'égard des pays "qui ont un taux de délivrance inférieur à la moyenne de 31% observée en 2009". Guéant a également demandé à ses troupes de porter un "deuxième effort, sur la lutte contre le travail clandestin" dans "les secteurs habituellement concernés, travaux publics, hôtellerie-commerce-restauration, travail saisonnier, sociétés de sécurité privée".

## Crédit Agricole en grève



Au Crédit Agricole, les salaires conventionnels sont inférieurs de 15 à 17 % en référence au marché bancaire, avec un 1<sup>er</sup> niveau de rémunération supérieur de 0,72% au SMIC. La situation économique des caisses régionales est bonne avec une augmentation du PNB d'activité entre 2010 et 2009 de + 5,09% et une évolution des frais de personnel de seulement +2,8% après des années de disette (+ 0,3% en 2008 et + 0,4% en 2009)... Après toute une matinée de discussion jeudi 31 mars, la Direction a proposé une augmentation des salaires de 0,23 % pour l'année 2011, soit 0,18% en net ou 4€ de plus par mois en moyenne ! Dans le même temps, les mêmes dirigeants venaient de s'attribuer en 2010 des hausses de rémunération moyenne de 15 %.

Jugeant inacceptable le mépris affiché, trois organisations syndicales dont la CGT quittaient la table pour couper court à cette mascarade. C'est dans ce cadre que la semaine dernière, la salle polyvalente de Vertou accueillait quelques 800 grévistes de la caisse du Crédit agricole Loire-Atlantique-Vendée. Ils ont décidé de faire une assemblée générale, à l'image de celle de la caisse régionale du Crédit agricole qui les emploie et qui se réunit jeudi 7 avril aux Sables-d'Olonne. Au-delà des salaires, les griefs portent sur les conditions de travail et la pression commerciale exercée sur les salariés des 200 agences du Crédit agricole Loire-Atlantique-Vendée. Le mouvement mobilise au total un millier de salariés sur 2200, pour obtenir l'ouverture de négociations rapides, à défaut desquelles les grévistes se rendront en masse, jeudi, aux Sables-d'Olonne, se faire entendre des actionnaires.

## URGENCE pour les urgences de Saint Nazaire



L'ensemble du personnel des urgences de Saint-Nazaire est en grève depuis plusieurs semaines. Pour une meilleure prise en charge des patients, qui, à l'heure actuelle, se dégrade énormément et ne garantit plus ni la sécurité des usagers, ni la sécurité des soignants. Ils doivent faire face à une augmentation de 40% des entrées sur 10 ans sans augmentation d'effectif. Des personnes restent parfois plus de 12h sur des brancards faute de lits. Des soignants doivent faire des choix inconcevables

entre plusieurs urgences vitales. Les malades devront bientôt prévoir le moment de leur infarctus (à faire aux heures "ouvrables"), ou de leur besoin d'un SMUR (bientôt, une seule équipe pour couvrir un secteur qui s'étend de La Turballe à Bourgneuf, en passant par Savenay, soit un triangle d'environ 60kms de coté)... telle est la réalité quotidienne. L'équipe de Saint Nazaire refuse cette fatalité et se bat pour obtenir les moyens nécessaires à une prise en charge décente des usagers. Cela passe par augmenter les effectifs, et l'ouverture de lits supplémentaires. Cela passe aussi par l'infor-

mation de la population. Les grévistes ont alerté les élus locaux et députés, mais leur soutien, (comme celui de Roger David) ne suffit pas. Lors de rencontres avec leur direction, le sous-préfet, l'Agence Régionale de la Santé, la réponse est: "Nous n'avons pas de moyens, donc vous devez apprendre à faire des soins de moins bonne qualité". Inadmissible ! Signez la pétition en ligne <http://www.petitionenligne.fr/petition/soitien-au-personnel-soignant-urgences-de-saint-nazaire/999>. Participez nombreux à la manifestation à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO et CFDT le 7 avril à Saint Nazaire.



# Evènements, culture, idées.

## Intercommunalité :

"la politique confisquée" du nouvel élitisme local

L'intercommunalité a connu un développement accéléré depuis une décennie. Si les signes de leur action jalonnent la vie quotidienne locale elles demeurent des objets politiques méconnus de la majorité des citoyens. Ce décalage entre des institutions sans cesse plus importantes et leur faible appropriation démocratique, est analysé par les auteurs à partir des deux terrains privilégiés, Lille et Chambéry, mais s'enrichit de bien d'autres exemples.

Leur démarche « veut convaincre que le développement des institutions intercommunales (...) participe d'un mouvement de captation de l'action publique par des instances où prédominent les négociations et les compromis permanents, selon des logiques très éloignées des principes de publicité et de délibération qui fondent la démocratie représentative ». Les débats démocratiques y sont rabaisés au rang de "politique politicienne", nuisibles à l'efficacité de l'action publique.

Les auteurs examinent d'abord la machinerie politico-administrative intercommunale dédiée à l'entretien du consensus : commissions, bureaux communautaires, conseil de développement etc., des organes qui sont autant de filtres pour neutraliser les conflits et renforcer l'em-

prise des maires, sur l'institution intercommunale. « L'absence de publicité et l'entre-soi

« l'incapacité de ces structures à mener des politiques redistributrices ou planificatrices, c'est-à-dire de remplir les objectifs pour lesquels elles ont précisément été conçues. Faute de pouvoir opérer des arbitrages dans la répartition des ressources, dans le choix et la localisation des équipements, les intercommunalités

apparaissent souvent incapables d'élaborer des normes de l'action publique opposables aux communes qui la composent et, dès lors, de corriger les inégalités spatiales ». Les consensus intercommunaux n'ont donc rien d'une "vision partagée" du territoire. Ils « s'apparentent à un "plus petit dénominateur commun", fruit de compromis entre maires pour se répartir les ressources communautaires et réassurer leur rôle ». Le "coût du consensus" doit s'apprécier à l'aune de ce que l'intercommunalité ne fait pas : « les conséquences de cette impuissance sont plus lourdes pour les catégories les plus modestes : demandeurs de logements sociaux, habitants des quartiers dégradés ou des zones périurbaines les plus éloignées du centre-ville, premières bénéficiaires potentielles d'une solidarité et d'une souveraineté intercommunales qui restent à construire ».

• Pour les auteurs, « la clôture d'un jeu politique

très largement maîtrisée par les maires prend des allures de démocratie censitaire ». Concernant le faible rôle des organisations partisanes dans ces instances, « ce sont moins les communes ou les partis qui s'affaiblissent que leurs leaders qui s'en détachent, participant à l'évitement de ces organes » et, in fine, à ce qu'ils qualifient donc de "confiscation" de la politique.

« Une tendance qui se nourrit de la prééminence toujours plus grande donnée aux lieux de décision discrets, aux espaces de réunion confinés. A tout ce qui s'oppose à la publicité du politique ».

L'objectif parfaitement atteint de cet ouvrage est de convaincre son lecteur « de ne pas prendre au mot le discours sur la dépolitisation naturelle et bénéfique de l'intercommunalité », et de lui donner les outils pour s'y intéresser davantage. « Il en va de politiques (fiscalité, logement, aménagement de l'espace, mobilité...) qui engagent très directement ses conditions de vie, impliquent débats et arbitrages. L'intercommunalité, comme la démocratie, sont affaires trop sérieuses pour les laisser aux seuls élus. Notamment parce qu'elles supposent parfois d'aider ces derniers à se délivrer d'eux-mêmes ».

F.Desage et D.Guéranger, "La politique confisquée, sociologie des réformes et des institutions intercommunales", Ed. du croquant, coll. Savoir/agir, 2011, 234 p., 20 €.



propres au jeu intercommunal constituent le terrain privilégié d'une convivialité toute corporative entre maires, de mœurs courtoises, qui rendent progressivement de plus en plus difficile et coûteux pour un élu communautaire de s'opposer ou de se faire le porte-parole de positions conflictuelles ». Le bureau communautaire en est le plus central : il remplit « une double fonction de filtrage/aiguillage des délibérations et de répétition générale, mais "en coulisses" des débats du conseil, ce qui permet de contrôler les dynamiques d'assemblée ou, plus précisément, les clivages qui peuvent s'y manifester ».

• Ils soulignent ensuite

## LIRE

### "La Voie"

Ce livre, aux accents testamentaires, rassemble les éléments d'une « sorte d'encyclopédie inachevée et destinée à le rester (...) de la somme des initiatives créatrices et porteuses d'avenir ». Ce qu'il vise, c'est « la recherche d'une voie susceptible de sauver l'humanité des désastres qui la menacent ». Aucune illusion prophétique cependant, car Edgar Morin se dit « conscient que la possibilité de changer de voie est de plus en plus improbable ».

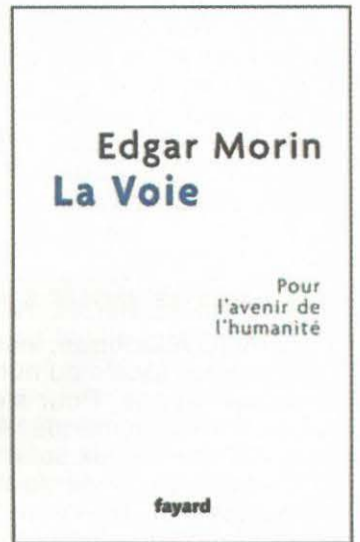
Il précise même : « aujourd'hui, je sens qu'un printemps aspire à naître. Mais je sens aussi qu'un regel s'annonce pour l'anéantir avant qu'il ne voie le jour. Je pressens donc que l'improbable, auquel je me voue, risque fort de devenir impossible. Nul ne sait jamais si et quand il est trop tard ».

Pour l'auteur notre époque devrait être, comme et davantage encore que la Renaissance, l'occasion d'une reproblématisation généralisée : « Tout est à repenser. Tout est à commencer ». En fait, tout a déjà commencé, mais sans qu'on le sache. « Nous en sommes au stade de préliminaires modestes, invisibles, marginaux, dispersés. Ces initiatives ne se connaissent pas les unes aux autres, nulle administration ne les dénombre, nul parti n'en prend connaissance. Mais elles sont le vivier du futur ».

Rassemblant des éléments d'ouvrages précédents et y ajoutant des réflexions nouvelles, il aborde successivement les politiques de l'humanité, les réformes de la pensée et de l'éducation, les réformes de société et celles de la vie.

A l'issue de ce tour d'horizon, Edgar Morin conclut : « L'espérance semble morte. Les vieilles générations sont désabusées par les fausses promesses et les faux espoirs. Les jeunes générations sont plongées dans le désarroi. Aujourd'hui, la cause est sans équivoque : il s'agit bel et bien de sauver l'humanité. L'espérance est ressuscitée au cœur même de la désespérance. Elle sait que le salut par la métamorphose, bien qu'improbable, n'est pas impossible ».

Une lecture essentielle. E. Morin, « La Voie, Pour l'avenir de l'humanité », Fayard, 2011, 312 p., 19 €



## VOIR...



### Nantais venus d'ailleurs

Cette grande exposition est consacrée à un siècle d'immigration à Nantes, de la Première Guerre mondiale à nos

jours. Elle s'appuie sur une démarche inédite de collecte engagée en 2008 auprès des Nantais d'origine étrangère, de leurs descendants. Des centaines d'objets ont ainsi été sélectionnés, et le musée a réalisé une série de témoignages filmés pour conserver la mémoire de ces destins singuliers.

L'exposition présente ainsi neuf parcours de vie emblématiques des grandes vagues migratoires que Nantes a connues depuis un siècle. Elle retrace aussi la réalité vécue par ces hommes et ces femmes, à travers les thématiques du voyage, du travail, du logement, de l'intégration, du lien à la culture d'origine...

Du 2 avril au 6 novembre 2011 au Château des Ducs. <http://www.chateau-nantes.fr/>

## MÉDIAS

### Gourous de la com'

Ils vivent dans l'ombre des puissants et exercent pouvoir et influence, ignorés du grand public. Les conseillers en communication règnent aujourd'hui dans le monde politique comme dans celui des affaires : ils contrôlent l'image des gouvernants comme celle des grands patrons, ils influencent les journalistes et l'opinion, maniant l'intox et sachant s'opposer à la parution d'articles gênants. Ils participent jusqu'aux déci-

sions stratégiques des politiques comme des groupes du CAC 40, et prennent part aux grandes batailles

### LES GOUROUS DE LA COM'



idéologiques du capitalisme français. Ce livre, résultat d'une enquête approfondie, dévoile qui sont ces "gourous de la com-

munication". Ils s'appellent A.Méaux, S.Fouks ou M.Calzaroni et répondent, avec d'autres leaders politiques ou figures patronales, aux questions des auteurs. Il s'avère ainsi qu'en trente ans, du tournant de la rigueur de Mitterrand aux années bling bling de Sarkozy, se sont mis en place des réseaux d'influence et de conseil, qui agissent en coulisses pour des intérêts privés. Ces faiseurs d'opinion, au parcours parfois étonnant, tel J-L Mano, pratiquent le lobbying et le "media training" pour tous ceux qui recourent à leurs services.

Une enquête certes

préoccupante sur les dérives de la démocratie rendues possibles par le rôle devenu incontournable de ces femmes et hommes de l'ombre depuis les années 1980, ces "années fric" de la "politique spectacle" et des patrons stars comme Tapie ou "J2M". Mais qui n'explique cependant pas pourquoi ce juteux business de la com' n'est pas tout-puissant, n'arrivant pas à s'opposer aux chutes de popularité ni empêcher les embardées de l'opinion.

M. Moreau, A. Gorius, Les gourous de la com', Ed. La Découverte, 2011, 311 p., 19 €.



## près de vous

ANECR

**UN BATEAU FRANÇAIS POUR GAZA**

### Un bateau pour Gaza

L'association nationale des élus communistes et républicains s'associe à la campagne nationale : un bateau pour Gaza. Elle appelle ainsi les élus et les collectivités à porter cette campagne nationale pour briser le siège de Gaza. Organisation de débats, motion, don des collectivités, toutes ces initiatives peuvent être prises par les assemblées et leurs élus pour faire en sorte de mettre fin à un blocus qui affame les populations civiles.

### Région

### C'est parti pour le tram-train

Le tram train entre Nantes et Clisson sera mis en circulation le 15 juin prochain. L'attente fut longue pour les usagers, une attente due à des contraintes d'homologation sous-estimées par le constructeur. En raison de ce trop long retard de livraison, la SNCF et Alstom offrent une rame à la région soit quatre millions d'euros.

## L'invité

### ■ Un enjeu de société : la perte d'autonomie des personnes âgées

Un débat semble enfin être lancé au plan national pour ouvrir une perspective de prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées.

Nous aurons l'occasion d'y revenir par toutes voies médiatiques, réunions, débats, rencontres d'associations, de syndicats, conseils municipaux, départementaux et régionaux etc. Bref la nation toute entière doit se « bouger » sur cette question sociétale afin que l'assemblée nationale légifère pas seulement au mieux des intérêts des patients mais aussi et surtout des familles.

Sur cet enjeu sociétal comme sur beaucoup d'autre c'est la mobilisation consciente qui peut seule faire progresser la qualité de la prise en charge face à la casse généralisée des services publics.

En effet dans le prolongement du dossier sur les retraites, celui de la dépendance vise, pour le pouvoir, à poursuivre l'empreinte néolibérale tant sur l'aspect civilisation que celui de la démolition du financement de la protection sociale avec un recul de la solidarité mais aussi une diminution du financement public pour laisser une

plus grande place au secteur financier et à la privatisation.

C'est donc dans une critique courageuse qu'il nous semble nécessaire de s'engager, notamment au niveau de l'insuffisance des moyens collectifs mobilisés mais aussi des principes avancés dans les projets gouvernementaux. La prise en charge actuelle n'est pas acceptable, la réforme proposée va aggraver les injustices et accentuer les insuffisances graves, en montant la privatisation contre la sécurité sociale et le secteur public.

Le financement solidaire de la perte d'autonomie doit être au cœur de tout projet et assuré dans les mêmes conditions que n'importe qu'elle autre maladie au titre de la solidarité intergénérationnelle. Elle doit relever de la solidarité nationale par la sécurité sociale.

Cela implique nécessairement un financement à la hauteur des besoins, c'est-à-dire des nouvelles ressources c'est pourquoi il nous semble crucial d'inverser la logique actuelle et de faire des besoins exprimés la pierre angulaire de la réflexion.

Beaucoup d'autres facettes de ce dossier méritent d'être étudiées et débattues : dépistage des maladies entraînant la perte d'autonomie, évaluation des besoins à moyen et long terme, maintien à domicile, financements, création et fonctionnement des E.H.P.A.D. etc.



Michel LUCAS

Conseiller communautaire de Nantes Métropole et conseiller municipal de Couëron

« Le financement solidaire de la perte d'autonomie doit être au cœur de tout projet et assuré dans les mêmes conditions que n'importe qu'elle autre maladie au titre de la solidarité intergénérationnelle. Elle doit relever de la solidarité nationale »

### Publicité

## DES OFFRES D'UN AUTRE MONDE

**TWINGO 89€/MOIS\***  
**3 ANS DE GARANTIE DE RÉVISION**  
**POUR 1 € DE PLUS D'ASSISTANCE\*\***

Location avec promesse de vente sur 37 mois avec un 1<sup>er</sup> loyer de 2811 € et 36 loyers de 89 €. Montant total dû par le locataire en cas d'acquisition : 10 555,18 €.

UN CRÉDIT VOUS ENGAGE ET DOIT ÊTRE REMBOURSÉ. VÉRIFIEZ VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT DE VOUS ENGAGER.

\*) Exemple pour Twingo Authentique 1.2 16V 107 75 à 9370 €. peinture métallique incluse (430 €), soit 1800 € à économiser par rapport au tarif conseillé \*\* 2115-03 du 09/03 de 10550 € et une option d'achat finale de 4540,18 € au reprise de votre véhicule par votre concessionnaire pour ce montant, plus un arriéré de 322 € sur le Pass Renault Sécurité (223 €). Vous pouvez ajouter à votre financement 10 96 €/mois pour l'assurance DMPE\*\* et 9,84 €/mois pour l'assurance FA\*\*\*. Consommation mixte (l/100 km) : 4,7. Émissions CO<sub>2</sub> (g/km) : 109. \*Le montant de reprise de votre véhicule sera déduit des frais de remise à l'état standard et des kilométrages supplémentaires. Il servira à payer votre location. \*\* Assurance facultative souscrite par Dac, souscritiveur en assurance, 1<sup>er</sup> Dées 07004094, agréé de l'ACI de la Loire (pour le 01/01/01) et l'ACI Assurance LLD (pour l'acquisition, l'entretien et la perte d'emploi) Maritine Trade Centre Winesales Wharf Marina MMS 1011 Mols. \*\*\* Assurance facultative souscrite par Dixie, intermédiaire en assurance, 1<sup>er</sup> Dées 07004094, agréé de l'ACI de la Loire. \*\* 100 r.d.Hend. Chantiers 72035) et Marin Centre 1, entrée régie par le Code des Assurances dont les opérations sont soustraites à l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles - 61 rue Talbot 75436 Paris Cedex 9. Sous réserve d'acceptation du cosar par Dixie SA - 81 050 000 € - 14 avenue du Pavé-Neuf 93169 Noisy-le-Grand Cedex. Site: 707 002 221 RCS Roissy. Vous disposez d'un délai de rétractation. Offre réservée aux particuliers applicable sur l'ensemble de la gamme Renault VPPV (hors versions Access, zam et Pipito) pour toute commande entre le 1<sup>er</sup> et 31 mars 2011, dans le réseau Renault participative. (2) Pass Renault Sécurité. Renault et Dac.

## L'activité

### ■ Région

### Le groupe communiste alerte sur les politiques d'éducation menées par le gouvernement

La prochaine rentrée scolaire de septembre 2011 va encore être accompagnée dans un grand nombre de lycées par une réduction du nombre d'heure d'enseignement : « une mesure en opposition avec la défense d'un lycée public, de l'égalité et de la réussite » estiment les élus communistes.

Pour eux, ces mesures auront des répercussions importantes sur la qualité de l'accueil et de l'enseignement. « Les moyens d'enseignement » rappellent-ils, « ont été régulièrement abaissés mais l'augmentation constante du volume d'heures supplémentaires a contribué à justifier la suppression de postes et à diminuer encore un peu plus le nombre de professeurs ». C'est pourquoi, ils demandent à l'Assemblée Nationale, « la création d'un collectif budgétaire permettant le rétablissement des emplois supprimés en lieu et place des heures supplémentaires et l'attribution de moyens nouveaux dans les dotations des établissements ».

Ils soutiennent également le comité de défense et de développement de l'enseignement agricole public. Ce secteur est lui aussi victime des « budgets successifs portés par la majorité présidentielle et qui conduisent progressivement à son assèchement pur et simple. [...] 200 classes ont été fermées en 5 ans ».

Par ces propos, les élus communistes à la région des Pays de la Loire tiennent à réaffirmer leur attachement à un enseignement public de qualité que le gouvernement, lui, tente de détruire.

### ■ Nantes

### Honteuse expulsion

Le 24 mars dernier, trois caravanes occupées par des roms ont été littéralement éjectées d'un terrain appartenant à l'hypermarché Leclerc Paridis. Pour les élus communistes de la ville de Nantes, s'il est avéré que la société a ainsi expulsé des roms, c'est « intolérable et inacceptable ». Ces élus, « partagent le désarroi des personnes expulsées manu militari et condamnent l'utilisation de pratiques tout à fait inacceptables hors de toute décision de justice ».

En effet, le terrain sur lequel se trouvaient les familles roms aurait été fermé à l'aide de deux bulldozers et les caravanes soulevées jusque sur la voie publique. Si ces fait étaient confirmés, le groupe communiste souhaite que « la justice passe », « les collectivités et leurs élus ne sauraient accepter plus longtemps la loi du plus fort au détriment d'une population en situation d'exclusion ».





## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



### Loire et Sèvre

**Jeudi 7 avril :** Réunion du comité local à 19H00, espace Beautour à Vertou.

### Conseil national

**Vendredi 8 et samedi 9 avril :** Réunion du Conseil national à Paris.

### Fédération

**Mardi 12 avril :** Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.

### Huma café

**Vendredi 15 avril :** « D'Arsène Lupin à Fred Vargas », Vendredi 15 avril à 18H00 au salon de musique du Lieu Unique.

## Mouvement de la paix

### CINÉ CONFÉRENCE



**ARMADILLO**  
un film de Januz METZ  
GRAND PRIX DE LA SEMAINE DE LA CRITIQUE  
AU FESTIVAL DE CANNES

Le Comité Nazairien du Mouvement de la Paix organise une soirée consacrée à l'Afghanistan. En première partie sera projeté le film « Armadillo », documentaire danois ayant reçu le Grand Prix de la Semaine de la Critique au Festival de Cannes 2010. Armadillo est un documentaire sur la guerre en Afghanistan, documentaire pur, sans le moindre soupçon de fiction : deux jeunes soldats,

engagés volontaires, partent pour l'Afghanistan. Leur section est stationnée à « Camp Armadillo » sur la ligne de front face aux Talibans. En deuxième partie, Madame Mariam Abou Zahab exposera la situation en Afghanistan et animera le débat qui suivra la projection. Spécialiste de l'Afghanistan, elle est professeure et chercheuse à l'Institut National des Civilisations et Langues orientales.

Cette soirée aura lieu :

**Mardi 12 avril 2011**  
**cinéma Cinéville**  
**de Saint-Nazaire**  
**à partir de 20 heures.**

Le prix d'entrée est de 5 euros

## Muguet du 1<sup>er</sup> mai

Dès à présent, les sections et les cellules du Parti communiste français peuvent passer commande auprès de la Fédération. La traditionnelle vente du muguet est une initiative politique importante pour le symbole qu'il représente, le symbole de la lutte des travailleurs et de leurs revendications. Cette année il est proposé : des bottes de 50 brins 1<sup>er</sup> choix avec feuilles, des tubes en verre à réserve d'eau : 3 brins dans un tube verre de 27 cm et des Pipettes de 1 brin 1 feuille.



Un bulletin d'information a été envoyé aux sections. Elles peuvent passer commande au 02 40 35 03 00.

## « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU  
Commission paritaire: N° 0310 I 86504  
Imprimerie: IMPRAM Lannion  
Composition: SEM Locminé  
Responsable de la rédaction: Jérôme TURMEAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36  
e-mail: redac.nla@orange.fr  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:  
Marie-Annick BENÂTRE  
Yannick CHENEAU  
Pedro MAIA  
Jean-Yves MARTIN  
Yann VINCE



## Vite lu...

### Huma Café

Journaliste et chroniqueur, il a été longtemps correspondant du journal l'Humanité à Moscou, Docteur en histoire de Sciences Po Paris (thèse sur Jean KANAPA), enseignant en communication spécialiste des médias, écrivain pour la jeunesse et auteur de polars à succès, Gérard STREIFF sera l'invité du prochain Huma Café, intitulé :

**D'Arsène Lupin à Fred Vargas**  
**Vendredi 15 avril**  
**à 18H00**  
**Au Salon de Musique**  
**du Lieu Unique**  
**à Nantes**

### Nécrologie

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Paulette VERGNAUD des Sorinières. Nous présentons à Serge, son mari, à toute sa famille et à ses proches, nos sincères condoléances.



## Halte à la montée de l'extrême droite !

Lutter, comprendre : Pourquoi un retour en force du F-haine ? Nous vivons une crise sociale dont les conséquences sont désastreuses pour le peuple. C'est toujours dans ces périodes que le fas-

cisme apparaît et se renforce. Il est un moyen pour les classes dirigeantes de détourner la colère populaire des véritables responsables : le patronat et les requins de la finance. Cette tendance cherche à créer des boucs-émissaires et des divisions : immigrés ou « Français », chômeurs ou salariés, jeunes ou retraités. Ils font tout pour empêcher l'union contre le capitalisme et l'exploitation ! Les élections cantonales ont montré le succès grandissant du F-haine, appuyé sur la surmédiatisation de sa nouvelle dirigeante : Marine Le Pen. S'ils se font passer pour les alliés des classes populaires, ils n'ont en fait qu'une

**Cette tendance cherche à créer des boucs-émissaires et des divisions : immigrés ou « Français », chômeurs ou salariés, jeunes retraités »**

démarche démagogique faisant appel aux sentiments de peur, de haine, de rejet de l'autre. Ce discours fascinant rencontre un succès d'autant plus grand que la droite au pouvoir n'hésite pas à le reprendre à son compte ! Politique gouvernementale ultra-sécuritaire et xénophobe d'Etat (expulsion des Roms, débat sur l'identité nationale, loi Besson...), ce qui contribue à renforcer et à rendre « respectables » les idées racistes du F-haine. Hier comme aujourd'hui, chacun doit prendre ses responsabilités ! Le programme du F-haine est simple : c'est celui de Sarkozy en pire ! **Exploitation du peuple, interdiction de leurs revendications, câlins et cadeaux pour les patrons.** Il suffit de regarder leur programme pour s'en convaincre ! Le FN veut la retraite à 65 ans et la mort du système par répartition, le retour aux 39 heures, la diminution de l'impôt sur la fortune pour

les plus riches, le recul du droit de grève et la diminution des allocations chômage... C'est contre cela que nous devons nous battre ensemble.



**Anti Front National**